# Les Palestiniens auront leur propre pays

**Partage international nº 5 – Février 1989**

par Peter Liefhebber

Information publiée dans le numéro de juin de *Share International*, adressée aux médias en avril 1988 : « *Les Palestiniens auront leur propre pays.* »

En août 1988, le roi Hussein de Jordanie accomplit, de manière tout à fait inattendue, un premier geste allant dans le sens de la réalisation de cette prévision, en renonçant unilatéralement à la souveraineté qu'il exerçait jusqu'alors sur la rive occidentale du Jourdain.

Cette décision suscita immédiatement un certain nombre de conjectures sur la possibilité offerte à l'OLP (l'Organisation de Libération de la Palestine) de remplir le vide ainsi créé. Le 13 novembre, lors d'un rassemblement à Alger, le Conseil National Palestinien proclama l'existence d'un Etat palestinien indépendant. Les résolutions 242 et 338 de l'ONU furent acceptées par l'OLP, qui reconnut ainsi de manière implicite l'Etat d'Israël.

Le 22 novembre, le mouvement israélien de libération « la Paix maintenant » entamait une campagne de publicité visant à l'ouverture de négociations immédiates, directement entre Israël et l'OLP, afin de parvenir à la paix.

Le 7 décembre, le leader de l'OLP, Yasser Arafat, qui visitait alors la Suède, exprima dans des termes plus clairs la position de l'OLP concernant la reconnaissance de l'Etat d'Israël et la renonciation au terrorisme. Le 11 décembre, Bassam Abou Sharif, conseiller politique d'Arafat, déclarait dans une interview au *Jerusalem Post* que la seule revendication territoriale de l'OLP concernait le retour au peuple palestinien de la rive occidentale du Jourdain et de la bande de Gaza. Le 13 décembre, Arafat prononça un discours passionné devant l'ONU, dans lequel il réaffirma la position de l'OLP vis-à-vis d'Israël et de l'usage du terrorisme. Les Etats-Unis ne considérèrent pas ce discours comme suffisamment convaincant pour entamer des négociations directes avec l'OLP. Le14 décembre, Arafat expliqua à nouveau que son organisation reconnaissait l'Etat d'Israël et renonçait au terrorisme, utilisant cette fois-ci des termes propres à satisfaire l'Amérique. Les Etats-Unis engageaient alors immédiatement les premières conversations avec l'OLP.

Dans les jours qui suivirent, et à la lumière de ces développements nouveaux, des cercles israéliens progressistes manifestèrent une volonté accrue de négocier avec l'OLP. A la surprise générale, cette position fut également adoptée par le rabbin Shach, âgé de 92 ans, chef spirituel du parti ultra orthodoxe Degel Ha Thora. Il appela au dialogue avec l'OLP afin, déclara-t-il, de rétablir la paix et de sortir l'Etat d'Israël de son isolement international.

Le 21 décembre, l'accord de gouvernement signé entre le Likoud et le Parti Travailliste affirmait la détermination de ces deux partis de n'engager aucune négociation avec l'OLP, quelles que soient les circonstances. Un sondage indiquait toutefois, le 24 décembre, que la majorité des Israéliens (54 %) se prononçaient en faveur d'un dialogue avec l'OLP. L'ancien ministre des Affaires étrangères israélien, Abba Eban, ne considère pas la Palestine comme une menace pour Israël. Il qualifia une telle peur « d'absurde » dans un article publié dans le *New York Times* du 3 janvier. Le lendemain, le ministre d'Etat Motta Gur annonçait son intention de devenir le nouveau dirigeant du Parti Travailliste. Gur soutient l'idée d'un dialogue entre Israël et l'OLP.

Moyen-Orient **Auteur** : Peter Liefhebber, journaliste aux Pays-Bas.
**Thématiques** : politique
**Rubrique** : Faits et prévisions